

DEBAT NATIONAL – SYNTHESE
COLLEGE LEON BLUM VILLENEUVE D'ASCQ, les 6 et 11 Décembre

L'Animatrice, dans un 1^{er} temps, recadre le débat dans les perspectives d'une nouvelle Loi d'Orientation, rappelant, au passage, que ni dans la Loi d'Orientation de 1989 ni dans son rapport annexé, ne figurait pas le mot 'VIOLENCE', qui sera au centre des débats au Collège Léon Blum.

Dans une première partie les enseignants et parents (le plus souvent aussi enseignants) présents ont tenu à 'faire le procès' de ce débat et de son organisation...

L'Animatrice a accepté que soit joint à la synthèse ces remarques initiales et a demandé à ceux qui le souhaitaient une contribution écrite.

Texte remis par les présents :

PREAMBULE AU DEBAT NATIONAL SUR L'EDUCATION.

« Le gouvernement prétend lancer un grand débat national pour préparer la nouvelle Loi d'Orientation sur l'Education Certains membres du Personnel ont décidé de participer aux débats, d'autres non

- Pourtant, ensemble il s tiennent à dénoncer les conditions d'organisation de ce débat
- la Commission Thélot, chargée de faire la synthèse des 15000 rapports (8 pages chacun) qui seront rédigés à l'issue de ces débats ne comporte, sur 54 membres, que 5 enseignants, 1 maître- ouvrier, 1 lycéen, 1 étudiante.
 - Certaines questions sont très orientées et pré- déterminent les réponses : ex. « comment en matière d'éducation définir et répartir les rôles et responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ? ». Ainsi le principe de la décentralisation ne se discute même plus et constitue même une véritable provocation après les événements du Printemps dernier.

De plus Mr Thélot a déclaré qu'il n'avait pas 'non plus à se caler sur les conclusions du débat'

Ils récusent par avance les conclusions qui en sont tirées ; elles apparaissent clairement dans la Loi de Finances 2004 et dans les déclarations des Ministres devant la Commission des Finances : moins 13000 emplois dans le 2^e degré, moins 30% de postes aux concours malgré les très nombreux départs à la retraite, retour à la bivalence, annualisation des services. Elles n'ont pour but que de réduire les dépenses Publiques, conformément aux injonctions de la Commission de Bruxelles.

Ils continueront de dénoncer :

- la décentralisation des personnels et de missions qui risque d'aggraver les inégalités entre les établissements sur le territoire national; le désengagement de l'Etat ouvrant alors la voie aux privatisations de certains services, sous peine de voir augmenter les impôts locaux.
- La diminution du nombre d'adultes encadrant les élèves : suppression de 9000 emplois de surveillants – étudiants, des aide-éducateurs, suppression aussi de 2500 emplois de professeurs stagiaires.
- Le recrutement massif de personnels sous-payés et au statut précaire : contractuels, assistants d'éducation, AVSi, vacataires.

Au nom des personnels administratifs, Mme la Gestionnaire rappelle leur appartenance à la communauté éducative et leur contribution à l'acte éducatif vis à vis des élèves.

Début du débat :

- Parmi les principales affirmations entendues dans la salle :
 - « la loi d'orientation est déjà écrite »
 - « nous avons été méprisé et pas écouté au printemps 2003 »
 - « la formulation des questions est révélatrice de choix déjà effectués »
 - « le résumé des débats en 3 propositions et en reprise de mots clés sera réducteur »
- Un parent d'élève, enseignant en primaire, suggère d'arrêter le débat et de quitter la salle.
Les membres présents ne le souhaitent pas, précisant n'avoir aucune illusion, mais souhaitant débattre et profiter de ce temps donné ou en profiter pour avoir une certaine efficacité
- L'Animatrice laisse le temps à l'Assemblée de lire en détail les 4 pages de la question 15 :
 - « **Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités** »

(Le '4 pages ministériel' avait été distribué aux associations de parents d'élèves et à tous les personnels et la question 15 aux membres du Conseil d'Administration.)

Elle réexplique que le choix de ce thème, à partir de l'état des lieux, permet de déborder largement de ce cadre et d'aborder également

- l'échec scolaire
- le refus du travail
- le racisme
- le sexisme
- le communautarisme
- les causes socio-économiques de la violence.

1. Sur un 1^{er} point : **Ecole et Société,**

Plusieurs interlocuteurs se rejoignent ou précisent

- un parent : « Comment l'Ecole doit elle faire face à la difficulté de certains parents à éduquer leurs enfants ? »
- un autre : « Pourquoi serait ce à l'Ecole de résoudre les problèmes de violence ? »
- une enseignante : « L'Ecole est le reflet de la société et n'est pas un rempart contre la violence, dans un contexte de chômage, de jeunes qui

vivent mal chez eux et où la culture dominante met en avant l'Argent, le Sexe, l'appartenance à un groupe, qu'il soit à consonnance religieuse ou pas, l'appartenance à un quartier ou à un mode d'expression. »

- une enseignante rectifie : « l'Ecole n'est pas un reflet, elle a une porosité à la Société, mais elle présente d'autres valeurs pour ouvrir à un esprit civique, à un esprit critique, au respect. L' Ecole doit rester un havre de paix où on propose une autre façon de voir le monde. Elle doit rester un lieu pour penser le changement, un lieu pour maintenir et affirmer la LOI et un monde où l'enseignant doit rester le maître et l'exemple. »
- Parmi les réponses possibles :
Un enseignant « l'Ecole doit atténuer l'injustice sociale, en particulier pour ceux qui n'ont pas d'aide chez eux et pour donner leur chance à tous
 - il faut faire faire les devoirs au Collège
 - il faut davantage ouvrir les CDI
 - il faut donner les mêmes méthodes à tous
 - il faut fournir du soutien ou du tutorat ,en petit groupe, à ceux qui en ont besoin.

2. Sur un 2^{ème} point : **Collège unique/ Collège pour tous**

Une enseignante précise - que le Collège unique, avec sa massification , a une responsabilité dans la multiplication des violences,

- que l'Ecole doit aussi s'occuper des élèves qui partent du plus bas pour les faire réussir au quotidien
- que cela suppose du temps , de l'écoute, de la compréhension et de la concertation pour faire un travail conjoint avec les parents
 - pour faire un travail d'équipe
 - pour rencontrer des professionnels comme les orthophonistes, psychologues et assistantes sociales
- que cela suppose aussi une revalorisation des filières professionnelles.

3. Sur un 3^{ème} point : **Evaluation /Echec Scolaire et Violence.**

Un parent souhaite que le rôle de l'école dans sa lutte contre l'échec scolaire soit renforcé dès le début de la scolarité, en maternelle et en primaire, pour apporter la prévention la plus précoce avant « un Océan de problèmes postérieurs »

Le même parent pense que l'échec et donc la violence serait moindre s'il y avait un système d'évaluation permettant de constater les progrès, une progression et de les valoriser, plutôt qu'une note qui est la plupart du temps une mesure négative par rapport à une perfection.

Un enseignant ajoute que les élèves ont appris à se situer par rapport à ce système de notes, que la plupart des familles y sont attachées, qu'en France on continue à attacher beaucoup d'importance à la valeur du diplôme et que c'est la société qui impose la compétition ou la sélection.

Une enseignante insiste sur le fait qu'un élève ne doit pas se ressentir comme une 'note', mais comme un être qui a des capacités et qualités, un être qui doit retrouver l'estime et à qui doit retrouver le sens de son métier d'élève.

4 . Sur un 4^{ème} point : **Formation**

Une enseignante donne son sentiment, lié au fait 'impressionnant' d'être dans l'action au quotidien, d'avoir l'impression permanente d'être agressée, et que tout le monde oblitère le fait d'être heureux, qu'il est nécessaire de prendre fréquemment de la distance, d'avoir du temps pour prendre cette distance. D'où la nécessité d'un temps régulier de formation.

Pour revenir au rôle éducatif de l'Ecole dans la société, outre les formations disciplinaires pour transmettre les savoirs et une formation interdisciplinaire sur le comment transmettre et éduquer, il est indispensable de fournir aux enseignants une formation à la Lecture de l'Image...Elle permettrait de développer l'esprit critique, d'exercer un contre pouvoir aux agressions de la publicité, des clips vidéo sexistes voire pornographiques ou dégradants.... Ce qui n'exclut pas qu'il devrait y avoir une contribution plus importante de L'Etat dans la protection des mineurs vis à vis de certaines images.